

International

VU DE LA CÔTE OUEST (1) : IL FAUT DIRE QUE LES TEMPS ONT CHANGÉ...

Jules Fournier

03/04/2020

Alors que la pandémie de Covid-19 touche fortement les États-Unis, qui dénombrent le plus grand nombre de personnes infectées par le virus dans le monde, et que New York s'est transformée en véritable foyer de l'épidémie, qu'en est-il sur la côte ouest ? Jules Fournier, consultant en stratégie dans l'industrie tech et auteur, nous raconte le confinement progressif qui s'est mis en place à San Francisco et les défis à venir – accès aux soins, fractures socio-économiques – pour faire face à la pandémie.

À San Francisco, une question est sur toutes les lèvres (confinées) : la ville va-t-elle réussir à éviter une crise aiguë « à la New York », ou la vague s'apprête-t-elle à déferler sur la côte Pacifique, poursuivant sa transhumance vers l'ouest à la fois progressive et en même temps terriblement rapide, de la Chine à l'Europe, de l'Europe à l'Amérique ?

Tout aurait pourtant pu laisser penser que, si l'épidémie devait se propager hors de Chine, la côte ouest des États-Unis aurait dû être l'un des premiers bassins touchés. Économiquement, socialement, démographiquement et bien évidemment géographiquement, la proximité avec la Chine est réelle et palpable : près de 10% des exportations californiennes se font à destination de la Chine (en France, ce chiffre est de 4%) et plus d'un habitant de San Francisco sur cinq se réclame de descendance chinoise (près de quatre fois plus, en proportion, que dans la ville suivante du classement... New York, précisément). Rappelons à cette occasion que les États-Unis ont une conception fondamentalement différente de la nôtre des statistiques individuelles qui ferait rugir ceux parmi les républicains qui ne veulent voir ni compter les différences en matière d'origine ou de couleur de peau – ce qui me fait d'ailleurs penser que je n'ai toujours pas répondu au recensement qui se tient en ce moment même et dans lequel je vais devoir décliner, en anglais dans le texte, « my race ».

Aussi pouvait-on voir, dès le mois de janvier dernier, des masques apparaître progressivement dans les rues de San Francisco et sur la 101, cette large autoroute perpétuellement embouteillée qui relie la ville au centre névralgique de son économie, point de crispation également de ses

nombreuses tensions identitaires – nous y reviendrons –, la Silicon Valley. Mi-février, alors que la France commençait à s'interroger sur le virus et à se demander s'il fallait en avoir peur, le premier quotidien de San Francisco, le *San Francisco Chronicle*, expliquait pourquoi le coronavirus avait un tel impact sur la Bay Area et, à peine deux semaines plus tard, alors même que *Le Monde* s'interrogeait sur le dispositif sanitaire prévu au cas où l'épidémie arriverait en France, la maire de San Francisco London Breed déclarait la ville en état d'urgence sanitaire. Pendant ce temps-là, le président américain déclarait sans coup férir que le virus disparaîtrait un jour, par miracle.

Un ordre de confinement (« shelter-in-place ») dans l'ensemble de la région métropolitaine a été déclaré le 16 mars 2020, quarante-huit heures après l'annonce analogue du président de la République en France ; une mesure généralisée trois jours plus tard à l'échelle de la Californie tout entière et de ses quarante millions d'habitants – le premier État à franchir le pas dans le pays, New York n'ayant déclaré le confinement que le 22 mars suivant. Pendant ce temps-là, à l'échelle fédérale, la roue libre continue : Donald Trump évoquait le « virus chinois » dans des tweets le 17 et le 18 mars 2020, perpétuant la bonne vieille tradition d'identification et de stigmatisation pernicieuse d'un ennemi commun, et affirmait au mépris de l'évidence qu'il « sentait que c'était une pandémie bien avant qu'on l'appelle *pandémie* ».

Bien sûr, on pourrait croire, à l'aube de la dernière année de son (premier ?) mandat, que les Américains sont habitués aux saillies pour le moins hésitantes, si ce n'est absurdes, mensongères ou éhontées de leur président. Mais, plus que jamais, cette crise met en lumière son incapacité à gérer une situation certes inédite mais qu'un chef d'État doit être en mesure de prendre en main. Dans un tel moment d'anxiété collective, ses attermolements coupables accentuent, plus encore, les inquiétudes individuelles. À moins que... un [graphique éloquent du New York Times](#) montrait à la mi-mars 2020 les divergences profondes en matière de perception de la crise entre républicains et démocrates. Comme s'il était encore besoin de le montrer, cette situation illustre le fossé profond qui divise le pays en deux : au fur et à mesure de la montée en puissance de la crise sanitaire, économique et sociale, les personnes « très inquiètes » restent trois fois plus nombreuses chez les démocrates que chez les républicains – un fossé révélateur de la confiance à géométrie variable placée dans les différentes institutions, qu'elles soient politiques, médiatiques ou sanitaires.

À cet égard, un autre rappel statistique semble ici utile : lorsqu'ils s'inscrivent sur les listes électorales, les citoyens sont également invités à décliner leur préférence politique, c'est-à-dire à s'identifier comme démocrate, républicain ou indépendant. Un autre paradigme, vous dit-on !

Bien sûr, les comportements individuels ont mis du temps, ici comme en France, à s'adapter à la

réalité nouvelle dans laquelle nous plongeons : quelques jours encore après la proclamation des ordres de confinement, on pouvait voir les plages pacifiques pleines de baigneurs et les parcs urbains encore ivres de soleil et de musique. Il faut dire qu'ici, il n'est pas question d'autorisation à signer, de justification à donner et de verbalisation à craindre : si la police peut théoriquement donner une amende en cas d'infraction, les autorités comptent beaucoup plus sur le contrôle social et la discipline individuelle pour respecter les ordres sanitaires. « This is not about a criminal justice approach to a public health issue », expliquait Bill Scott, le chef de la police de San Francisco.

Pourtant, les rues se sont rapidement vidées, laissant à **quelques coyotes égarés le soin de déambuler** paisiblement en plein centre-ville ; les commerces ont fermé, beaucoup se barricadant même derrière des panneaux de protection comme pour signifier que la situation risquait de se prolonger. Restent tout de même quelques parcs qui ne désemplissent pas complètement, tapis de yoga encore déroulés sur les pelouses comme si les salutations au soleil ne pouvaient pour rien au monde se faire confinées, et ces chiens qu'il faut promener : on estime qu'ils sont près de cent cinquante mille dans la ville, « the most dog-friendly destination in the United States »... qui compte d'ailleurs plus de chiens que d'enfants.

C'est une sorte de drôle de guerre qui s'est installée dans la région – mais ni drôle, ni guerrière. Tout le monde attend que déferle la vague en espérant que les mesures radicales et rapides qui ont été prises aient en fait permis de l'endiguer avant qu'elle ne ravage la ville. Et dans ce brouillard fait de peur et d'inconnu, les citoyens américains, fidèles au second amendement de leur Constitution, se réarment pour se protéger : comme partout à travers le pays, les ventes d'armes à feu ont décollé ces dernières semaines dans les comtés de la Bay Area. Si San Francisco est considérée comme étant l'une des villes les plus restrictives en matière de port d'armes – la ville a officiellement déclaré il y a quelques mois la NRA, le puissant lobby des armes américain, comme étant une « organisation terroriste intérieure » –, le gouverneur démocrate de l'État a laissé aux comtés le soin de définir si les magasins d'armes à feu étaient considérés comme « essentiels » ou non et, partant, s'ils pouvaient rester ouverts pendant le confinement.

En parallèle, l'industrie de la *tech*, qui occupe près d'un million de personnes dans la région, semble paradoxalement trouver dans la crise protéiforme actuelle une sorte d'exutoire, mobilisant toutes ses ressources pour aider le monde entier à vaincre l'épidémie tout en continuant à communiquer, échanger, travailler, se divertir – vivre, en quelque sorte ; fût-ce numériquement. Et, pendant ce temps-là, le fossé socio-économique qui fracture la région est toujours plus visible : dans une ville où le salaire médian avoisine les six chiffres par an et où le seuil de pauvreté (« very low income limit ») pour une personne seule était supérieur à \$60,000 par an, des milliers de personnes errent

dans les rues (on estime à trente mille le nombre de sans-abris dans la région, et seulement un tiers d'entre eux ont une place d'hébergement). Certains quartiers, pour centraux et historiques qu'ils soient, sont de véritables ghettos urbains (le Tenderloin notamment). La maire de la ville, tout en ayant fait de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion son combat principal, ne les a pas oubliés : pour des raisons aussi tragiques qu'évidentes, ceux-ci ont été nommément exclus de l'ordre de confinement et les autorités se préparent à réquisitionner écoles et églises pour les mettre à l'abri de la tornade épidémique. Dans un pays où l'accès aux soins reste profondément inégal, on se rappelle à l'orée de la crise les vertus de la protection sociale et de l'État providence...